

L'Humanité Rouge



samedi 27
dimanche 28 mars

No 458

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le Caire

Des livraisons d'armes chinoises annoncées

D'après une dépêche en provenance de l'AFP et reproduisant des informations reçues du Caire, la République populaire de Chine aurait fourni récemment 30 moteurs de « Mig » ainsi que plusieurs milliers de pièces de rechange pour avions et autres équipements militaires de type soviétique à l'Égypte.

Le gouvernement chinois aurait refusé le prix de ces fournitures, indiquant aux autorités égyptiennes que « la Chine n'est pas un marchand d'armes ». C'est en effet un principe constant de la République populaire de Chine de refuser tout paiement des armes et équipements militaires qu'elle fournit aux mouvements de libération comme aux pays du tiers monde.

Le président égyptien Anouar el Sadate, précise-t-on au Caire, adresserait prochainement un message de remerciements au gouvernement chinois, en signe de reconnaissance du peuple et des forces armées égyptiennes pour ce geste.

SNCF

Poursuivre la grève pour faire céder le pouvoir

Grève illimitée reconduite localement de 24 heures en 24 heures. Occupation de tous les chantiers avec piquets de grève permanents et massifs. Non à l'étouffement de la grève par les bureaucrates syndicaux.

Les fédérations CGT et CFDT par leur mot d'ordre de grève démobilisateur de 48 heures, tentent d'arracher la direction du mouvement décidé partout à la base dans les assemblées générales.

La fédération CGT exerce partout un forcing sur la fédération CFDT pour la contraindre à sa tactique. Elle manœuvre pour transformer en grève éteignoir la grève de 48 heures, au risque de quelques bavures locales comme pour les 19 et 20 mars.

En limitant la grève à deux jours, les bureaucrates syndicaux des deux fédérations s'arrogent le droit de décider eux-mêmes de la fin de l'action.

En réalité cette grève limitée à 48 heures vise à isoler à nouveau les roulants en faisant porter sur eux tout le poids de la poursuite éventuelle de la grève le samedi 27 et le dimanche 28.

Pour déjouer cette trahison, les sédentaires doivent dès samedi se maintenir dans le mouvement en ren-

forçant samedi et dimanche les piquets de grève surtout dans les dépôts et les gares.

Ils doivent exiger le

maintien des assemblées générales quotidiennes avec le droit à la parole pour tous les grévistes. (Suite page 4)

Guadeloupe

Des ouvriers agricoles sequestrent un inspecteur venu les surveiller

Jeudi, un inspecteur agricole du nom de Marchat a été séquestré pendant plusieurs heures par les coupeurs de cannes à sucre d'une exploitation proche de la commune de Lamentin en Guadeloupe.

Il y avait été envoyé par le patron de l'usine Darboussier pour surveiller le travail des ouvriers agricoles.

Ceux-ci l'ont retenu pour essayer d'imposer au patron que d'autres ouvriers soient embauchés pour la coupe des cannes.

Le chômage atteint en effet de très grandes proportions en Guadeloupe. Et la lutte contre les licenciements, pour exiger du travail pour tous, est l'un des deux principaux axes sur lesquels les travailleurs guadeloupéens se battent actuellement. Le second de ces axes étant l'augmentation des salaires pour laquelle récemment les coupeurs de cannes ont mené une grève de 17 jours.

Intervenant quelques heures seulement après que les représentants syndicaux de la commission interprofessionnelle de la canne à sucre aient signé un accord qui devait permettre d'assurer la « paix sociale » pendant toute la campagne sucrière, l'action des ouvriers de l'entreprise Darboussier inflige un éclatant revers aux partisans de la collaboration de classe. Elle témoigne avec éclat de la volonté inébranlable des travailleurs de Guadeloupe de lutter et de mettre fin à l'oppression et à l'exploitation effrénée auxquelles ils sont soumis sous le joug du colonialisme.

BEYROUTH EN FLAMMES



La guerre civile continue à faire rage au centre de la capitale.

La crise libanaise a pris jeudi une nouvelle dimension avec le bombardement du Palais présidentiel. Le président Frangé qui, malgré de multiples pressions émanant de milieux politiques très divers, refuse toujours de démissionner, s'est réfugié à 10 km de Beyrouth, dans la localité de Jounieh, fief des phalangistes.

Prochainement le parlement siégeant en séance extraordinaire, doit examiner un projet de loi revêtu du caractère d'urgence prévoyant l'amendement de la constitution sur la procédure d'élection du chef de l'État qui permettrait d'élire immédiatement un remplaçant au président Frangé, ainsi qu'un projet d'amnistie des militaires dissidents destiné à ressouder l'unité de l'armée libanaise. Malgré les violents combats qui continuent à faire rage dans Beyrouth, les parlementaires

siégeront sous la protection des forces armées de la Résistance palestinienne.

La plupart des forces politiques en présence semblent désormais acquiescer à un cessez-le-feu préconisé par la Syrie. Toutefois les combats continuent, de plus en plus sanglants : 200 morts pour la seule journée de mercredi. Ils ne sont pas seulement localisés dans le centre de Beyrouth, dont le port en flammes est en passe d'être totalement détruit, mais se déroulent dans toutes les montagnes environnantes. Le « bloc des gauches » regroupant le PC libanais et le parti socialiste de Kamel Joumbat est désormais le principal opposant à une solution négociée du conflit, la seule qui tienne compte des véritables intérêts nationaux du Liban.

(Suite page 2)

ONU

VETO AMERICAIN SUR LA CISJORDANIE

Les USA ont opposé leur veto jeudi soir au Conseil de sécurité de l'ONU à une résolution condamnant les mesures prises par Israël visant à modifier le statut de la ville de Jérusalem. La résolution demandait aussi à Israël de s'abstenir de toutes mesures contre les habitants arabes des territoires occupés, de respecter et de maintenir l'inviolabilité des lieux saints sous son occupation et de renoncer à établir des colonies de peuplement dans les territoires arabes occupés.

Les quatorze autres membres du Conseil de sécurité ont voté en faveur de cette résolution présentée

au nom des pays non alignés.

Le représentant de la Jordanie a interpellé le délégué israélien lui demandant « comment la situation dans les territoires occupés peut être normale alors qu'Israël occupe trois fois la superficie de son territoire depuis bientôt 9 ans et a établi dans ces territoires 65 colonies de peuplement, et lorsque les exportations des territoires occupés dépassent cinq fois les importations dans ces territoires ? »

Après le vote le porte-parole de l'OLP a affirmé que « veto ou pas veto les droits nationaux des Palestiniens des territoires occupés restent intacts. »

La CFDT demande

l'arrêt immédiat des

expulsions de locataires

Dans un communiqué rendu public le 25 mars, l'Union départementale CFDT de Paris rappelle que :

« Dans moins de huit jours, à partir du 31 mars prochain, la période dite "légal" des expulsions de logements va commencer et exige l'arrêt immédiat des poursuites, saisies et expulsions. »

Elle demande aussi :

« La réduction des loyers et des charges ou suivant les cas, l'attribution d'une allocation-logement conforme aux ressources de chacun, garantissant ainsi le paiement des loyers pour les travailleurs privés d'emploi pendant toute la durée du chômage. »

EUROPE :
APPEL AU REALISME

Les thèses du général belge Robert Close sur l'impuissance de l'OTAN à stopper avec ses armes nucléaires tactiques les forces conventionnelles du Pacte de Varsovie sont «vraisemblables», écrivaient mercredi les «Nouvelles atlantiques», publication bruxelloise passant pour être bien informée des problèmes de l'OTAN.

Les «Nouvelles atlantiques» s'étonnent que les milieux officiels de l'Alliance nient toute crédibilité à ces thèses publiées par le «Times» de Londres, le 15 mars dernier, et qu'on en soit arrivé à réclamer la tête du général. «Il faudrait, poursuit le commentateur, que les autorités politiques et militaires de l'Alliance choisissent de dire toujours la vérité surtout lorsqu'elle n'est pas agréable et que, quand quelqu'un ose la dire, au lieu de l'en empêcher, elles l'encouragent. Le général Close mériterait une nouvelle étoile, plutôt qu'une censure.»

Le résultat de l'attitude rassurante des milieux officiels de l'OTAN, conclut le commentateur, est que «l'on crée un sentiment de fausse sécurité qui ne correspond en rien à la réalité et qui conduit finalement à rejeter comme superflu, ou trop coûteux, un effort de défense proprement européen, assez important pour pouvoir être étroitement lié au système de défense atlantique, sans que cela comporte une relation de subordination».

A l'heure où l'URSS multiplie de plus en plus ouvertement ses préparatifs d'agression en direction de l'Europe, tout en menant grand tapage sur «la détente», voilà qui est sagement parlé.

SAHARA OCCIDENTAL :
COMMUNIQUE MILITAIRE DU
F. POLISARIO

Les forces armées populaires de libération sahraouies ont déclenché le 19 mars une nouvelle attaque contre les forces marocaines d'invasion à Amgala, annonce un communiqué militaire diffusé à Alger par le Front POLISARIO. Au cours de cet accrochage, plusieurs camions et mortiers de 120 mm ennemis ont été détruits.

Une autre embuscade tendue le 21 mars entre Jdiria et Haouza a permis d'infliger de lourdes pertes aux forces d'invasion. Celles-ci s'élevèrent à 35 morts, plusieurs blessés dont un lieutenant, 18 prisonniers, 10 armes automatiques et diverses munitions récupérées par les FAPL sahraouies.

Par ailleurs, Olof Rydbeck, ambassadeur de Suède à l'ONU et représentant spécial du secrétaire général Kurt Waldheim pour le Sahara occidental, va entreprendre une nouvelle tournée de consultation à Madrid, Rabat, Nouakchott et Alger.

A l'issue de sa première mission au Sahara occidental, en février dernier, le représentant de l'ONU avait conclu que l'organisation d'un référendum d'autodétermination y était provisoirement impossible du fait de la situation créée par l'occupation des troupes marocaines et mauritaniennes.

ANGOLA :
RETRAIT TOTAL DES
TROUPE SUD-AFRICAINES

L'Afrique du Sud a décidé de retirer toutes ses troupes d'Angola avant le 27 mars, vient d'annoncer le ministre de la Défense sud-africain, reconnaissant ainsi implicitement leur présence en territoire angolais.

Cette décision intervient à la suite d'assurances fournies par le gouvernement de Luanda sur le sort du complexe hydro-électrique de Cunene, en construction à la frontière de l'Angola et de la Namibie,

Liban :

BEYROUTH EN FLAMMES

Suite de la page une.

Sous prétexte de consolider par la force ses positions politiques, Jomblatt refuse actuellement avec obstination la médiation syrienne et affirme bien haut «qu'il n'y aura pas de cessez-le-feu.»

Il s'oppose également à la solution d'amendement discutée au Parlement et qui permet une issue honorable au président Frangié qui pourrait ainsi se retirer de la scène politique sans être «démissionné». Cette solution «jusqu'au boutiste» conduit, en fait, au maintien et à l'intensification de la guerre civile qui a déjà causé tant de dommages au Liban et à son peuple. Elle achemine le pays vers une nouvelle épreuve de force, menace

son unité et détourne le peuple libanais de son combat central contre le sionisme et l'impérialisme de l'une comme de l'autre superpuissance. Les milices du «bloc des gauches», tirant sans discontinuer obus et roquettes qui représentent des sommes fabuleuses, sont sans aucun doute armées et financées par l'Union soviétique qui les pousse à développer la guerre civile pour conforter leurs positions politiques en maintenant le pays dans le chaos.

Pendant ce temps la population se terre dans les habitations de Beyrouth. «Y a-t-il déjà eu dans l'histoire une guerre civile comme la nôtre?» fait remarquer un habitant avec amertume.

«Depuis un an, nous nous acharnons à détruire notre capitale. Nous en sommes maintenant à l'artillerie lourde!»

De son côté, le général Al Ahdab, «gouverneur militaire provisoire» du Liban depuis son coup de force du 11 mars dernier s'est prononcé une nouvelle fois en faveur d'une solution politique du conflit libanais. «Tous nos efforts tendent à faciliter un règlement politique et à rétablir la cohésion au sein de l'armée» a-t-il déclaré.

Mais dans les coulisses, les superpuissances qui se combattent par forces locales interposées font tout pour s'opposer à une telle solution.

Inde : Les marxistes-léninistes
indiens à l'offensive

Les secrétaires et inspecteurs généraux de la police de plusieurs États de l'union indienne viennent de tenir à New-Delhi, sur ordre du gouvernement, une réunion au cours de laquelle ils ont adopté une série de mesures destinées à intensifier les activités des forces de répression contre les révolutionnaires indiens.

Ces mesures prévoient notamment le renforcement des effectifs de police, le développement des services de renseignements, l'organisation d'opérations plus nombreuses et l'entraîne-

parti. Les militants du Parti communiste indien marxiste-léniniste — couramment appelés «naxalites» depuis l'insurrection paysanne qui avait éclaté à Naxalbari (Bengale occidentale) en

1975, a été obligée de faire état, à plusieurs reprises au cours de ces derniers mois, d'affrontements armés entre policiers et paysans au sein desquels militent les naxalites. Deux d'entre eux ont



Dans l'Etat de Bihar, des femmes indiennes manifestent contre la dictature fasciste d'Indira Gandhi.

ment de policiers au manie-
ment des explosifs.

Le fait que les responsables de la police dans les États du Bihar, du Bengale occidental (Calcutta), du Kerala et de l'Andra Pradesh aient participé à cette conférence signifie que ces mesures visent principalement les communistes marxistes-léninistes indiens, particulièrement implantés et actifs dans ces régions malgré la clandestinité imposée au

1967 — intensifient leur travail politique parmi les ouvriers et paysans indiens. Ils remportent des succès certains puisque les luttes populaires ont connu un grand essor depuis quelques mois malgré la dictature fasciste que fait régner Indira Gandhi, soutenue par ses maîtres soviétiques et leurs laquais locaux. La presse indienne, bien que soumise à une censure rigoureuse depuis la proclamation de l'état d'urgence, le 26 juin

été pendus l'an passé après un simulacre de procès.

L'exemple de la grande Chine rouge, toute proche, est un stimulant incomparable pour les masses indiennes plongées dans la plus noire misère.

La révolte du peuple indien, livré au pillage soviétique, privé de toute liberté démocratique, soumis à une exploitation et une répression forcées, ne fait que commencer.

nouvelles
du mondeUSA
CHANGEMENT DE MISSION
POUR LES «MARINES»

Le corps des «Marines» devrait en partie abandonner sa traditionnelle mission de force de débarquement et devenir un élément de combat fortement armé contre les chars et les avions, pour lutter sur des théâtres d'opération comme l'Europe ou le Moyen-Orient, conclut une étude du Pentagone américain publiée mercredi soir.

Le rapport note que les «Marines» ont de moins en moins de chances de réaliser des opérations de débarquement contre des éléments légèrement armés, comme autrefois en Amérique latine ou en Amérique du Sud-Est. Par contre, poursuit-il, ils devront être employés de plus en plus comme une force de réserve pour l'armée dans des régions comme l'Europe ou le Moyen-Orient. En cas de conflit, ils pourraient notamment être appelés à renforcer les troupes de l'OTAN sur le front allemand.

Décidément l'Europe est bien le point clé de la rivalité soviéto-américaine.

COMORES
DES ETUDIANTS MAHORAIIS
REFOULÉS DE MAYOTTE

Vingt-cinq jeunes Mahorais, étudiants au lycée de Moroni, capitale des Comores, qui voulaient rentrer à Mayotte pour les vacances de Pâques, ont été refoulés par la gendarmerie française installée dans l'île.

Les lycéens, interrogés à Radio Moroni, ont précisé qu'ils s'étaient rendus à Mayotte à bord d'un vol régulier d'Air Comores et qu'ils avaient été malmenés à la suite de leur refus de réembarquer.

Pour expliquer cette mesure inqualifiable les autorités françaises invoquent le fait que les adolescents portaient des tee-shirts imprimés de slogans en faveur des «Comores unifiées».

Il faut que la position des autorités françaises à Mayotte soit bien inconfortable pour qu'elles aient peur de 25 tee-shirts!

BIRMANIE
LES UNIVERSITÉS
A NOUVEAU FERMÉES

Pour la quatrième fois en deux ans, les universités birmanes, point chaud de l'opposition politique, ont été fermées mercredi à la suite de violentes manifestations étudiantes d'hostilité du gouvernement. La situation dans la capitale, Rangoon, est tendue. L'aéroport est fermé aux passagers étrangers et l'armée a été placée en état d'alerte.

Imposé par un coup d'état en 1962, le régime militaire camouflé «en voie birmane vers le socialisme» n'arrive pas à juguler l'énorme inflation qui plonge les paysans dans la misère. Périodiquement des révoltes ouvrières et paysannes éclatent et la lutte armée menée par le Parti communiste de Birmanie remporte des victoires toujours plus grandes.

CISJORDANIE
DECES D'UN TROISIEME
MANIFESTANT

Un jeune homme de Hébron, blessé mercredi au cours des manifestations de lycéens, est mort jeudi des suites de ses blessures. Il s'était courageusement précipité sur un soldat israélien pour lui arracher son fusil des mains. Celui-ci l'a froidement abattu.

C'est le troisième assassinat de jeunes Palestiniens enregistré en une semaine en Cisjordanie occupée par les forces de répression sionistes.

en bref

LE COORDINATEUR

Alors que les contradictions au sein de l'actuelle «majorité» deviennent de plus en plus visibles, que les rats comme on dit, s'apprêtent à quitter le bateau qui coule, Giscard a nommé Chirac «coordinateur» des partis de la majorité afin de tenter de colmater les brèches.

Mais on peut se demander également si cette nomination ne recouvre pas autre chose. L'AFP écrit à ce sujet : «On remarque que la délégation du président de la République a été faite à Jacques Chirac personnellement et non pas en tant que premier ministre. On refuse donc de prédire, dans l'entourage de M. Chirac, si celui-ci demeurera à Matignon jusqu'en 1978».

Poniatowski, de son côté, devait également déclarer : «Jacques Chirac agira non en tant que premier ministre, mais en tant que personnalité chargée par le président de la coordination, de l'animation de la majorité».

On peut donc se demander si cette nomination ne prépare pas le remplacement de Chirac.

TRIBUNE TROTSKYSTE

La feuille trotskyste «Rouge» va offrir une tribune aux membres de la même famille qu'elle. On y trouvera les dirigeants du PSU dont on sait qu'ils viennent de la secte trotskyste AMR, «Lutte ouvrière», «Révolution». On y trouvera également un groupe qui n'hésite pas à se baptiser «marxiste-léniniste» : la GOP.

Les trotskystes de «Rouge» précisent : «Nous n'exercerons un contrôle d'aucune sorte sur ce qui sera écrit.» Ce ne sera pas nécessaire en effet. Entre trotskystes on peut toujours s'entendre.

LA HANTISE DE MAI 68

S'adressant aux parlementaires giscardiens réunis en journées d'étude, le secrétaire général des Républicains indépendants, Dominati, a lui aussi fait état de l'inquiétude de la bourgeoisie en ces termes :

«Qu'une grève s'éternise, qu'une manifestation dégénère, qu'un sondage intrigue, qu'une élection locale surprenne et les bataillons des professionnels du mécontentement entretenus par des appareils puissants, stimulés par des agitateurs qui ont la nostalgie de la rue comme en mai 1968, et nous nous retrouverions face à ceux qui n'ont que mépris pour le choix des Français.»

Le spectre de mai 1968 hante ces messieurs. Ils vivent dans l'attente d'une explosion populaire.

Inquiétudes gouvernementales devant les préparatifs de guerre des deux superpuissances, notamment de l'URSS

YVON BOURGES : «NOTRE PAYS DÉPEND DE LA MER POUR 80 % DE SES APPROVISIONNEMENTS ; LA MARINE DOIT PROTÉGER NOTRE TRAFIC MARCHAND

La course effrénée aux armements à laquelle se livrent les deux superpuissances impérialistes, USA et URSS, n'échappe plus à personne. Et mieux même, il n'est plus guère de monde — n'est-ce pas messieurs du PCF ? — pour tenir sous silence que la rivalité sans cesse plus aiguë entre l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique débouchera inéluctablement, tôt ou tard, sur un conflit armé à l'échelle mondiale. Les préparatifs de guerre se font presque aujourd'hui de part et d'autre à ciel ouvert, si l'on peut dire.

Cela n'échappe pas non plus à la bourgeoisie française. Et le gouvernement s'en trouve même fort préoccupé.

C'est ce que montrent certaines des récentes déclarations de ses membres.

Ainsi dans une allocution qu'il prononçait tout dernièrement devant l'Académie de Marine, le ministre de la Défense, Yvon Bourges, a déclaré en substance qu'il incombe à la marine d'assurer la surveillance et, éventuellement la défense des approches maritimes de la France.

Exposant plus particulièrement la conception qu'ont en matière de défense le gouvernement et la fraction de la bourgeoisie qu'il représente, Y. Bourges a souligné que l'importance nouvelle prise par la mer est démontrée par les deux superpuissances. Le soin qu'apportent de longue date les USA à se

doter d'une énorme puissance militaire navale est là pour le prouver, mais a déclaré le ministre, «c'est l'essor prodigieux de la marine soviétique» qui en est «le plus éclatant témoignage». Il devait également faire allusion à la flotte de pêche soviétique «égale aux flottes de pêche réunies de tous les pays du monde.»

Yvon Bourges a également révélé que si aujourd'hui le gouvernement fait preuve d'une attention spéciale à l'égard de la marine c'est en particulier parce que «notre pays dépend de la mer pour 80 % de ses approvisionnement» et qu'en conséquence «la marine doit être en état d'assurer la protection la plus large possible de notre trafic marchand.»

Economie

Flottement du franc Crise du système

A l'Assemblée nationale, Georges Gosnat, député révisionniste du Val de Marne, vient de se plaindre à Fourcade de la spéculation contre le franc, d'après lui «à l'évidence soigneusement organisée». Il lui a demandé les mesures que le gouvernement envisageait de prendre pour l'enrayer.

Mais si le franc connaît des difficultés, si la France sort du «serpent» monétaire européen, ce n'est pas la faute à de «méchants spéculateurs», comme le PCF voudrait le faire croire — ajoutant qu'un gouvernement «de gauche» saurait mettre à la raison ces gens-là — C'est bien plutôt un signe de l'aggravation de la crise de l'impérialisme.

Chaque pays essaie de reporter les effets de la crise sur les voisins, en tentant d'y développer ses exportations, conséquence immédiate d'une dévaluation. Mais ce sont surtout sur les travailleurs du pays que pèsent principalement les effets de cette dévaluation, par la hausse des prix des produits importés notamment, or la France importe environ 25 % de sa consommation.

La situation économique des pays européens est actuellement loin d'être brillante malgré la prétendue «relance» dont on nous rebat les oreilles. En un an, dans une industrie de base, la sidérurgie, la production a

baissé de 28,6 % en Belgique, 24 % en RFA, 20,4 % en France, 28,3 % au Luxembourg. En décembre dernier, on comptait pas loin de 5 millions et demi de chômeurs complets dans les pays de la CEE.

Face à l'aggravation de cette situation, les pays européens ont tendance à rechercher des solutions nationales ou des compromis avec l'une ou l'autre superpuissance, plutôt qu'un renforcement de l'unité européenne. C'est ainsi que les monopoles français développent une stratégie «d'alliance» avec les USA pour les industries de l'informatique et du nucléaire.

De son côté l'Union soviétique va sans aucun doute chercher à tirer partie de la situation en proposant de nouveaux contrats «mirobolants» aux pays européens en difficultés de manière à :

— Lier à elle ces pays par les échanges commerciaux.

— Renforcer à bas prix son potentiel technologique et économique dans le cadre de ses préparatifs d'agression. Les monopoles européens en mal de débouchés commerciaux sont actuellement mal placés pour lui tenir la dragée haute.

C'est sans doute une des raisons de la tournée européenne entreprise ces temps-ci par Gromiko. Et Kissinger, de son côté, ne vient-il pas d'annoncer sa prochaine visite en Europe ?

Ainsi que concluaient nos camarades belges dans un récent article de leur organe central «Clarté-Exploité», traitant ces problèmes :

«La vérité c'est que la crise est le produit inévitable du régime capitaliste. Auparavant les pays capitalistes rejettent cette crise sur les pays du tiers monde. Ceux-ci ne se laissent plus faire et répliquent coup pour coup. Ce ne sont pas seulement les politiciens du régime qui sont impuissants, c'est le régime lui-même qui est atteint, qui ne peut résoudre aucun de ses problèmes. Et s'il y a une reprise, elle sera de courte durée et le mal reviendra. Le capitalisme est malade ; il représente le passé. La seule solution, c'est la révolution, l'économie au service du peuple. Seul le socialisme est porteur d'avenir.»

nouvelles intérieures

Les inquiétudes et les menaces de Poniatowski

A Europe 1 où il succédait à Marchais qui, comme lui, il y a quelque temps, avait monopolisé l'antenne

durant une journée entière, Poniatowski a annoncé un renforcement du quadrillage policier. «Pour chaque ville, a-t-il affirmé, nous étudions en ce moment les points de criminalité et de délinquance.» On sait ce que cela signifie. Il s'agit en fait de renforcer le système de quadrillage des quartiers ouvriers.

Il a également annoncé un renforcement des «opérations coups de poing» et a ajouté : «Vous verrez un nouveau système de surveillance.»

Poniatowski et le gouvernement se préparent activement à affronter et réprimer un mouvement révolutionnaire de masse qu'ils voient venir. Sous prétexte de «sécurité des Français», de «lutte contre la criminalité», il s'agit en réalité de préparer la répression contre les travailleurs.

Poniatowski a d'ailleurs fait part de son inquiétude en déclarant qu'il voyait se développer des «signes dangereux d'anarchie», façon qu'à la bourgeoisie de désigner le développement des luttes populaires. A titre d'exemple il a cité la lutte des petits viticulteurs qui ont osé riposter par les armes à la violence policière : «Lorsqu'on voit, a-t-il dit, des Français tirer sur d'autres Français, comme ce fut le cas en Corse et à Montredon, c'est un signe de dégénérescence vers une situation d'anarchie.»

Poniatowski et la bourgeoisie craignent par-dessus tout qu'après Algérie et Montredon la violence populaire réponde à la répression policière.

Une nouvelle fois, il a eu recours à la menace contre les petits viticulteurs en déclarant : «Nous poursuivons les gens qui ont tiré à Montredon. Je souhaite s'ils sont arrêtés, qu'ils soient jugés sévèrement.»

Que le gouvernement soit décidé à tout faire pour réprimer les viticulteurs, c'est certain. Il ne veut pas que l'exemple de cette riposte populaire reste impuni. L'exemple pourrait être contagieux. Mais il sait également que s'il veut mettre ses menaces à exécution, il se heurtera à une nouvelle levée en masse. Au total, les propos du premier flic de France sont avant tout significatifs des craintes qu'a aujourd'hui la bourgeoisie.

France-Tunisie

Accord pour une répression accrue

Le ministre de l'Intérieur français vient de terminer un séjour officiel en Tunisie. Il a eu plusieurs entretiens avec son homologue tunisien. Le communiqué commun publié à l'issue de cette visite laisse entrevoir en partie l'objet de ces discussions.

Il y est en effet question de «renforcement des relations entre les deux pays, et en particulier entre les deux départements intéressés», «des deux parties sont convenues de promouvoir la coopération entre les ministres de l'Intérieur des deux pays, en particulier les échanges d'information et de visites»...

La coopération en question, les travailleurs tunisiens immigrés dans notre pays en ont déjà fait l'amère expérience. Car elle vise essentiellement à les mettre au pas de l'«ordre» instauré dans les deux pays, à réprimer leurs grèves, à briser leurs luttes, à baillonner leur voix.

Déjà, avant son départ pour Tunis, Poniatowski a donné quelques gages de sa bonne volonté. Les travailleurs tunisiens en situation irrégulière ont été l'objet de contrôle et de trasseries administratives. Des militants connus pour leur participation aux luttes révolutionnaires sont plus ou moins ouvertement menacés d'expulsion.

Nul doute que le gouvernement français se prépare à accentuer la répression envers les ouvriers tunisiens immigrés dans notre pays. Mais il rencontrera sur son chemin la solidarité de classe des travailleurs français et immigrés.

MEETING DE SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN

Le collectif national pour la Palestine appelle, dans un communiqué, «tous ceux qui, en France, soutiennent la cause palestinienne», à assister au meeting qui se tiendra le mardi 30 mars, à 20 heures, à la Mutualité (métro Maubert-Mutualité, Paris 5ème).

Le collectif précise qu'il a organisé ce meeting avec l'appui de l'Association médicale franco-palestinienne, de l'Union générale des étudiants palestiniens, et avec la participation du représentant de l'OLP en France.



(Suite de la page une)

Le contenu de l'accord signé entre la direction SNCF aux ordres du gouvernement et les 5 syndicats croupions n'a en rien résolu les revendications des cheminots. Cet accord ne peut en aucun cas servir de caution défaitiste pour justifier la reprise du travail.

Si le niveau de division T5 a été retiré de l'accord-bidon les revendications essentielles restent intactes :

— redressement uniforme des salaires (400 F) de manière à porter le salaire de base mensuel à 2 000 F (traitement et indemnité de résidence) ;

— amélioration des conditions de travail par l'augmentation des effectifs et la refonte de la réglementation

COMMUNIQUE

Aux camarades et sympathisants cheminots :
Faire remonter d'urgence les informations, analyses et expériences locales en précisant les réactions de la base par rapport aux positions fédérales.

Aux camarades non cheminots :

Faire remonter les informations à prendre sur le tas.

SNCF :

Poursuivre la grève pour faire céder le pouvoir

du travail P4 roulants et P4 sédentaires ;

— les 40 heures avec 104 repos par an au lieu de 100 ;

— prime de vacance uniforme, égale au salaire de base (prime dont seulement le principe a été acquis par la grève trahie de juin 1971).

Les cheminots ne peuvent accepter de voir brader leurs luttes pour les perspectives illusives et contre-révolutionnaires du Programme commun.

Déjà les bonzes syndicaux, dans les assemblées générales, prétendent que les cheminots n'auront satisfaction que par l'aboutissement, du Programme commun lors des élections législatives de 1978.

Il faut répondre partout que seule l'action de masse unie peut faire céder le pouvoir, dès maintenant, et qu'il faut tout faire pour étendre la lutte des cheminots aux autres travailleurs des secteurs nationalisés et privés.

Il ne faut pas laisser écraser et pourrir la grève des cheminots comme les fédérations ont tenté de le faire en isolant la lutte des postiers fin 1974.

A travers la lutte des cheminots le sort des luttes ac-

tuelles de l'ensemble de la classe ouvrière est en jeu.

Partout les travailleurs doivent démontrer leur solidarité active en développant leurs propres luttes dans un mouvement unificateur au niveau des revendications et de l'action.

Assemblée générale à Paris-Lyon

Paris-Lyon — jeudi 25 — 11 heures. Dans la cour du local syndical, 40, rue de Chalons, se tient l'assemblée des cheminots grévistes.

Plus de 200 sont présents, des différents services. Deux interventions : la première de Perrault, secrétaire du secteur CGT Paris Sud-Est, qui s'étend longuement sur la crise et offre comme seule perspective le Programme commun et le changement de gouvernement.

En ce qui concerne l'action : c'est l'ordre des fédérations CGT et CFDT pour 2 journées nationales d'action, c'est-à-dire le baroud d'honneur des cheminots pour courber l'échine à nouveau les mois à venir.

Monsieur Perrault est interrompu par un militant de base qui lance : « Et

La seule issue véritable des luttes des cheminots et de la classe ouvrière au-delà des revendications économiques reste la dictature du prolétariat.

Des cheminots marxistes-léninistes.

après-demain ? Les fédérations nous feront reprendre le travail... » approuvé par plusieurs. Réponse de Perrault pour démobiliser les cheminots présents : « S'il y a des endroits où la grève est suivie par une majorité, en de nombreux endroits ce n'est qu'une minorité ».

La CGT joint ainsi sa voix à celle de Gentil (directeur général) qui, mercredi, à la télévision, annonçait la reprise du trafic normal alors qu'en fait le mouvement s'étendait partout.

CGT : « Ce n'est pas une action simple. Elle sera longue, difficile et prendra des formes diverses... » ; suit un couplet sur le Programme commun. Effectivement l'action n'est pas simple quand les dirigeants syndicaux jouent les briseurs de grève.

Après cette intervention le secrétaire du syndicat CFDT de Paris a développé la position qui a l'approbation de la base du syndicat :

— Il faut développer l'action, poursuivre la grève, la durcir.

— Organisation de piquets de grève !

— Assemblées générales souveraines pour reconduire la grève !

C'était bien montrer que 2 lignes s'affrontent, au sein même des syndicats, entre ceux qui veulent se battre classe contre classe dans un même mouvement de masse et ceux qui ne voient que par les élections bourgeoises, truquées et manipulées.

Après ces deux orateurs les cheminots présents ne sont pas partis comme on les y invitait implicitement, mais ont discuté de l'action, de ses objectifs, de la manière de la poursuivre. Nombreuses étaient les réactions contre les directions fédérales qui veulent stopper la grève.

QUE TOUS LES GRÉVISTES SOIENT PRÉSENTS AUX ASSEMBLÉES GÉNÉRALES POUR RECONDUIRE LA GRÈVE

ménagères n'auraient qu'à rester chez elles tant que la CGT ne les appelle pas ! Ces messieurs-dames furent mis dehors par l'assemblée.

Malgré ces manœuvres, les femmes sont bien décidées à rentrer en lutte. Un couple d'enseignants en vacances s'est proposé d'organiser une crèche pour garder les enfants.

Correspondant HR.

Montbéliard - cycles Peugeot

Les femmes entrent en lutte aux côtés de leurs maris grévistes

Depuis le 5 mars, les ouvriers des cycles Peugeot occupent leur usine pour exiger 300 F d'augmentation. Contre les multiples intimidations du patron et de ses nervis fascistes, les femmes commencent à rentrer en lutte aux côtés de leurs maris. « Allons-nous rester chacune chez nous, isolées, à ruminer nos problèmes ? Non, ensemble, nous pouvons faire beaucoup pour soutenir nos maris car leur lutte est aussi la nôtre » disent-elles dans un tract du comité de femmes des grévistes.

Au cours de leur première réunion, les femmes ont discuté du meilleur moyen pour soutenir la grève : elles peuvent participer aux collectes, elles doivent montrer que la direction Peugeot ne doit pas compter s'appuyer sur les femmes pour pousser leurs maris à reprendre le travail.

Pendant la réunion, dans un coin de la salle, un petit groupe de messieurs-dames



Les travailleurs de Peugeot au cours d'une assemblée générale (Photo correspondant HR).

parlaient à part : les membres du PCF/CGT étaient venus là pour saboter la réunion. Ils furent invités à parler et les plus basses calomnies furent déversées : « La CGT est tout à fait contre ce genre de comité car la CGT organisation responsable (!) dirigeait la grève. Vous n'êtes qu'un groupuscule gauchiste... » Alors que leurs permanents gre-

la France des luttes

Classifications

Combattre le projet révisionniste

Dans plusieurs numéros récents de l'Humanité rouge, nous avons analysé le contenu de l'accord sur les classifications et la riposte massive qu'il est nécessaire d'entreprendre. Depuis nous avons reçu un important courrier, sûr les différentes prises de position dans de nombreuses entreprises de la métallurgie, ainsi que diverses actions engagées.

A travers différents tracts par exemple, il apparaît que si d'une manière générale les sections CFDT refusent la nouvelle grille de classifications, il subsiste un certain nombre d'incompréhensions. Par exemple dans la Seine-Saint-Denis, l'influence révisionniste apparaît souvent comme dominante dans la CFDT, tels l'Inter-DBA, Satam-Hussmann qui demandent « une grille de classifications allant du manoeuvre à l'ingénieur », et « la revalorisation du travail manuel », ou une nou-

velle négociation (EVR-trust CGE, Satam-Hussmann, Wonder), ou la valeur du point unique — ce qui équivaut à un élargissement de la hiérarchie (comme à Satam-Hussmann).

Or ces questions sont importantes, car si de telles illusions ne sont pas combattues par une campagne d'explication très large, elles donnent une base de manoeuvre aux dirigeants révisionnistes du PCF et de la CGT.

(A suivre)

Faverge (Haute-Savoie)

Point sur la lutte des ouvriers de l'usine Tissot-Dupont

Avec la nouvelle grille de classification les patrons de l'usine Tissot Dupont (usine qui fait partie du trust Gillette) comptaient bien s'enrichir encore un peu plus sur le dos des travailleurs. Ils avaient présenté cette grille comme devant aboutir à « une revalorisation du travail manuel » alors qu'en fait son application aboutissait exactement au résultat inverse. Aussi pour ne donner qu'un exemple un OS débutant qui touche au 1er janvier 76 1 930 F brut toucherait maintenant 1 790 F soit 140 F de moins. Voler 140 F de plus aux ouvriers et les prendre pour des imbéciles c'est sans doute ce que les patrons appellent le progrès social et l'esprit de concertation. En tout cas les ouvriers ne l'ont pas entendu de cette oreille et c'est par 405 voix (sur 481 votants) que la grève fut votée à bulletin secret le 12 mars dernier. Cette décision fut immédiatement accompagnée de l'occupation des locaux permettant ainsi de créer un rapport de force favorable aux travailleurs. Comme il fallait s'y attendre les patrons de Tissot Dupont ont

fait annoncer par l'intermédiaire du directeur chargé des relations sociales qu'ils refusaient catégoriquement de négocier tant que l'usine restait occupée. Ce n'est pas avec ce genre de menace que la bourgeoisie fera fléchir les travailleurs. La preuve en est que jamais le moral des ouvriers a été aussi haut.

Ceci n'est pas étonnant quand on sait que par solidarité toutes les principales usines du coin ont débrayé, certaines à 90 % pour participer à une manifestation de soutien qui a rassemblé environ 1 millier de personnes. Un bal organisé par les ouvriers pour populariser leur action a également remporté un succès de cet ordre. En tout cas la lutte continue et les ouvriers sont fermement décidés à se battre pour que leurs revendications soient satisfaites : ils ne sont pas décidés à faire les frais de la crise capitaliste et ils ont raison.

Correspondant HR P.S. : nous nous excusons auprès des ouvriers de Tissot Dupont de n'avoir pas passé l'article du 14 mars, faute de place dans un délai permettant de coller à l'actualité.

A l'usine Modling à Quetieville (Calvados) LES OUVRIERS SEQUESTRENT LEUR DIRECTEUR

Depuis mercredi soir, le directeur technique des établissements Modling de Quetieville près de Medizon dans le Calvados est retenu dans les locaux de la société par le personnel en grève. La grève suivie de l'occupation des ateliers a été déclenchée lundi dans cette usine par environ 120 des 150 membres du personnel pour exiger des augmentations de salaire et l'amélioration des conditions de travail.

Les grévistes ont pris la décision de retenir leur directeur jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites.



France-Alu

3e semaine d'occupation

France-Alu, à Carros-le-Neuf (Alpes-Maritimes) est une petite entreprise liée au bâtiment, qui pose des fenêtres aluminium fabriquées par la société Fenzi installée à Vérone.

Le patron des deux sociétés Fenzi a décidé de liquider la pose pour se consacrer uniquement à la vente. Depuis longtemps Fenzi multiplie les manœuvres : il essaie, par des provocations répétées, de flics maison, de dégoûter les travailleurs et les délégués par diverses pressions. Tout ça pour les faire partir... Mais devant la combativité des travailleurs il échoue. Le 1er mars, il annonçait le licenciement de 7 poseurs. Immédiatement, la section syndicale CGT qui se situe sur de justes positions de classe, décide, avec les travailleurs, l'occupation des bureaux.

Le patron qui plaide les causes économiques devant l'inspection du travail est mis en échec.

Les travailleurs mettent en évidence que Fenzi impose des horaires de 45 heures aux ouvriers, qu'il utilise des artisans qu'il sous-traite, de même que des intérimaires sur les chantiers.

Il se trouve, suite aux licenciements, à la tête d'une entreprise comprenant : 3 contremaîtres, un directeur, un comptable, un représentant et un «flic» pour 5 ouvriers. Ce qui reflète une bien curieuse gestion !!!

Devant ces faits, l'inspecteur du travail refuse le licenciement pour cause économique. Mais les travailleurs savent que pour eux, ce n'est qu'un sursis juridique. Ils savent que Fenzi veut liquider l'équipe de poseurs par tous les moyens et c'est ainsi qu'ils poursuivent l'occupation en demandant leur reclassement dans la fabrication.

Pour eux, la lutte est riche d'enseignements, ils di-

sent dans un tract : «La lutte des poseurs de France-Alu fait apparaître les combines... des patrons, elle démontre aussi comment les capitalistes se réorganisent en abandonnant des secteurs... qu'ils jugent non-rentables.»

«La lutte pour la garantie de l'emploi, c'est le refus d'accepter la solution du chômage même à 90 %.

«Il faut stopper les licenciements et exiger le maintien de l'emploi.»

Les camarades de France-Alu ont fait aussi l'expérience des faux communistes qui dirigent l'UL-CGT de Carros, et qui dès le début de la lutte sont venus dire :

«On n'a jamais vu d'usine occupée par si peu de travailleurs», et d'ajouter : «L'UL-CGT n'est pas d'accord avec le comité de soutien, on ne sait qui est derrière.» «Il faut choisir entre nous et ce comité de soutien.»

Cela a ouvert les yeux aux travailleurs de France-Alu et un ouvrier devait déclarer : «On se demande de quoi ils ont peur ? Le comité de soutien c'est nous qui le dirigeons, ce n'est pas lui qui nous dirige.»

Ce que veulent les dirigeants révisionnistes dans la CGT, c'est mener la lutte comme ils l'entendent, «nous prendre en main comme à Aloa Marine», devaient déclarer les travailleurs.

«Ils n'ont rien fait non plus lorsqu'il y a eu 70 licenciements chez Griessen, de même que lors des 5 licenciements chez Comos.»

Les travailleurs de France-Alu appellent à la solidarité de classe de tous les travailleurs pour briser le pourrissement de la grève joué de concert par le patron, pour obtenir la paye de février, et la reconversion du personnel dans l'entreprise.
Correspondant HR.

la France des luttes

Lutte
et
victoire



dans la région picarde

Les travailleurs de l'usine Poelain (pelles mécaniques) de Verberie (Oise) sont en grève avec occupation depuis mercredi 24 mars pour des revendications de salaires de 250 F par personne, la prime de vacances de 400 à 1 000 F, sur les classifications et sur la garantie de l'emploi. Cette usine fournit en moteurs les usines de Crépy et Plessy et d'autres usines comme Perrier-moteur qui de ce fait seront probablement en chômage technique.

D'autre part les travailleurs de la Société générale de fonderie à Laon (Aisne) et Soissons sont également en grève avec occupation pour des revendications portant sur les salaires et les conditions de travail.

Enfin les travailleurs de la Thomson à Chauny (Ais-

ne) qui étaient en grève avec occupation depuis le 2 février ont repris le travail lundi 22 mars la tête haute avec 80 % de leurs revendications satisfaites : 36 F pour tous, une augmentation équivalant à 3,5 %. Les plus bas coefficients touchent maintenant un mini de 1 800 F par mois avec la garantie du mini de 2 000 F pour septembre. De même qu'une réduction du temps de travail d'une demi-heure payée à partir du 1er mars, et une autre demi-heure en septembre. Les 6 jours de repos compensateur restent acquis même en dessous des 36 heures. Actuellement la lutte se poursuit pour le paiement des heures de grève. Fiers de leur victoire, les travailleurs de la Thomson Chauny restent mobilisés et vigilants face aux manœuvres de la direction.
Correspondant HR.

Haute-Savoie

La sous-préfecture
occupée
par les travailleurs
de chez Gambin

Gambin, cette vieille société fabriquant des machines-outils, a connu ses «moments de gloire» au lendemain de la guerre avec la fabrication de fraiseuses à tête automatique. Maintenant, les erreurs de gestion, la crise économique mettent sur le pavé 512 travailleurs avec la mise en liquidation judiciaire il y a six semaines de la société. Le 29 janvier, les travailleurs ont occupé leur usine, rejetant les propositions de Dufour, rival de Gambin, qui ne reprendrait que 340 personnes. C'est la lutte engagée sans merci, pour sauvegarder l'emploi, dans une région déjà délaissée. Lundi dernier déjà, tous les licenciés ont occupé pendant la matinée les locaux de la commune de Viuz-en-Sallaz.

Mercredi, suite à une réunion entre les pouvoirs publics, la direction, Dufour et les organisations syndicales, l'ensemble du personnel a occupé pendant 2 heures la sous-préfecture de Bonneville avec pancartes et banderoles apposées aux fenêtres de l'édifice.

Classe contre classe les ouvriers de chez Gambin vaincront.

Logement

Malgré les promesses, aucun équipement dans une cité de Mulsanne (Sarthe)

Les habitants en colère barrent une route nationale

Les hameaux de la Rochère, c'est, à 10 km du Mans, un ensemble de pavillons «bon marché» construits en 1971 selon le plan Chalandon. On y promettait un centre commercial, des écoles, une cité aménagée, des équipements sportifs et culturels...

Alors devant tant de belles promesses, des familles ouvrières et populaires décidaient d'essayer d'accéder à la propriété et de venir habi-

ter la Rochère... Mais, très vite, elles devaient déchanter : là comme ailleurs, c'est la loi du profit. C'est ainsi par exemple que la finition

des logements laisse sérieusement à désirer. En 1976, cinq ans après sa construction, la cité garde son allure de chantier : pas de trottoirs, des voies qui ne sont toujours pas goudronnées, pas de commerces, pas non plus de centre socio-culturel, une seule école avec des classes évidemment surchargées et où les maîtres, quand ils sont malades, ne sont pas remplacés...

En 1975 était créée une Association de défense des intérêts des habitants des hameaux de la Rochère.

Récemment, on a annoncé que l'épicerie du bourg de Mulsanne, à 1 500 m des hameaux, allait fermer. Ainsi les habitants des hameaux de la Rochère allaient se voir contraints de faire 10 km pour aller faire leurs courses au grand magasin «Carrefour» du Mans. L'affaire mettait le feu aux poudres.

L'Association de défense informait les habitants et décidait d'organiser une manifestation avec barrage de la Nationale Le Mans-Tours, un jour où il y aurait une circulation dense. Ce jour-là aussi on ferait venir les



Les enfants ont aussi des revendications : sur la pancarte de droite : «Et nous les enfants de Mulsanne nous a-t-on créé de quoi occuper nos loisirs ?» (photo correspondant HR)

mairie, député et conseiller générale pour qu'ils s'expliquent un peu devant tout le monde sur la façon particulière qu'ils ont eue de tenir leurs promesses !

Le jour dit, alors que les vacances de Pâques occasionnaient une forte circulation, trois cents personnes ont participé à l'action. La route a été fermement barrée de 14 h 30 à 17 heures. Des notables, une seule est venue, Mme Bonneau, fraîchement élue du PS au Conseil général. Elle s'est bornée à répéter les promesses qu'avait sorties en hâte la mu-

icipalité pour tenter de briser le mouvement. Elle a promis — il fallait bien ! — qu'elle allait intervenir personnellement. Et puis elle est partie, en se gardant bien de soutenir, ne serait-ce qu'en paroles, l'action des travailleurs.

Aussi les habitants ne se font-ils aucune illusion sur l'aide que peut apporter une telle personnalité. C'est sur leur propre lutte qu'ils comptent. Ils savent que l'amélioration de leurs conditions de logement ne pourra venir que d'eux seuls, de leur lutte.

Correspondant HR



Les habitants barrent la Nationale (Photo correspondant HR)

Le mauvais temps stoppe les travaux sur l'«Olympic Bravery» (2)

Vague de scandales à Ouessant

Les plongeurs du navire hollandais «Baraccuda» n'ont pu travailler mercredi sur l'épave de l'«Olympic Bravery» en raison de l'état de la mer. Et la houle, forte à hauteur de la coque du pétro-

Mardi dans la matinée, deux hommes-grenouilles du «Baraccuda» étaient parvenus à se hisser sur l'épave de l'«Olympic Bravery» échoué sur les écueils de l'île d'Ouessant. Ils avaient pu commencer à inspecter la partie arrière du super-pétrolier, en dépit d'une forte houle puisqu'on relevait encore aux abords de l'épave des creux de 5 mètres.

En principe ils devaient colmater les 4 brèches par où s'échappe le mazout et installer le matériel nécessaire à une opération délicate et dangereuse : le réchauffement de l'hydrocarbure solidifié, opération sans laquelle il serait impossible ultérieurement de le pomper. Mais les conditions météorologiques n'ont pas permis de réaliser ces travaux, lesquels n'ont d'ailleurs pas repris mercredi, faute de pouvoir accoster le super-tanker.

Aussi l'écoulement du mazout se poursuit-il et continue-t-il de polluer gravement les côtes de l'île d'Ouessant. Mercredi également 42 soldats du contingent sont venus renforcer la trentaine de soldats du Génie d'Angers qui avaient été dépêchés sur place le 14 mars pour évacuer la boue gluante qui s'accumule en particulier dans la crique de Yuzin.

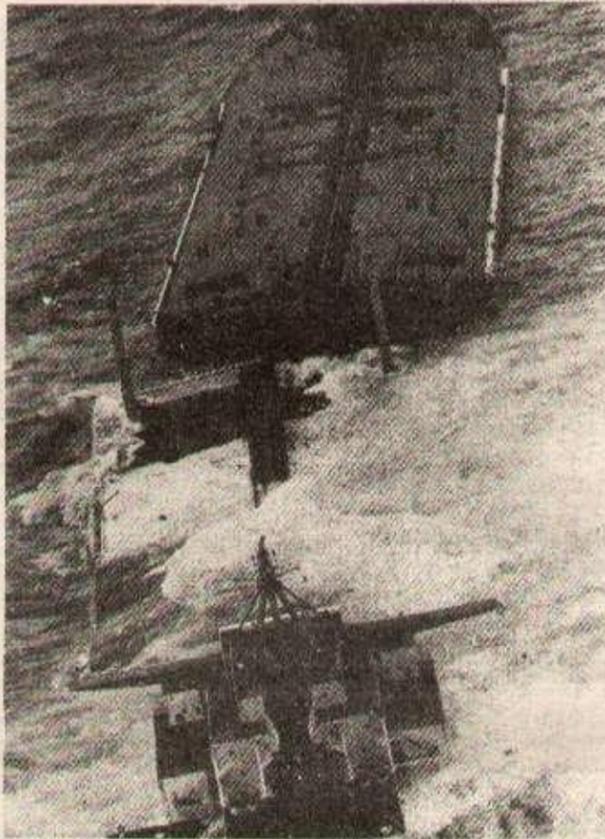
Cette lutte contre la marée noire est dérisoire puisque c'est avec des pelles et des seaux que les soldats retirent la boue ! Mais elle est aussi exténuante puisque selon des déclarations faites mercredi par le responsable du plan «Polmar» (contre la pollution marine) les soldats transportent ainsi, tous les jours, 25 mètres cubes de mazout !

Et chaque jour il faut recommencer le même travail tandis qu'au large un dragueur océanographique traite à coup de détergents les nappes repérées par les reconnaissances aériennes. En effet de grandes quantités de détergents sont utilisés pour annihiler l'effet polluant des hydrocarbures. Et c'est justement là qu'éclate le deuxième scandale.

POUR LE PLUS GRAND PROFIT DES COMPAGNIES PETROLIERES...

Des détergents sont employés à Ouessant, en particulier le Finasol et le BP 1100 X. Ils sont répandus par dizaines de tonnes, et... en coulis les compagnies pétrolières capitalistes qui fabriquent ces produits se frottent les mains.

Pourtant, ainsi que l'a rappelé encore récemment Gérard Klein, délégué euro-



Le pétrolier «Olympic Bravery» à demi submergé après la cassure (photo AFP).

péen du mouvement écologique, ces détergents sont d'une très grande toxicité.

Un rapport de l'Institut océanographique qui les avait expérimentés dans la Durance, a révélé que le Finasol et le BP 1100 X «exaltent la toxicité du pétrole vis-à-vis des organismes marins» et qu'en quelques heures ils réduisent de moitié la «productivité primaire», qu'en d'autres termes la «naissance» de très petits organismes, contenus dans le plancton, et qui constituent le premier maillon de toute la chaîne alimentaire des animaux marins.

C'est dire qu'à terme avec la diminution de 50 % de ce plancton, consécutive à l'emploi des détergents, les petits poissons et autres animaux vont se trouver privés de nourriture, et qu'ils vont donc crever, privant ainsi à leur tour d'autres poissons et animaux de taille plus importante.

Cette nocivité d'ailleurs avait déjà été révélée en décembre 1974 lorsque le docteur Bombard, Gérard Klein, et une trentaine d'autres scientifiques avaient signé un appel contre l'emploi du Finasol et du BP 1100 X qui contiennent divers composants toxiques comme l'accol polyéthylène, le diphenyl et des solvants désaromatisés.

Par ailleurs, contrairement à ce qui a été dit

hier échoué, a continué ainsi à agir en faveur de la marée noire qui ravage de plus en plus le littoral d'Ouessant.

officiellement, on n'emploie pas à Ouessant que le Finasol et le BP 1100 X. On

un peu partout. Ces produits sont tout aussi nocifs que les deux précédents. Ils servent à couler la nappe de mazout qui vogue au large, mais ce faisant ils appauvrissent de façon dangereuse le fond de l'océan en oxygène.

La conséquence de tout cela ne peut être que la raréfaction des animaux marins, en particulier des poissons, sur une large zone, étant donné que des courants entraînent ces détergents et contaminent ainsi des secteurs plus éloignés. De sorte que la pêche dans la région bretonne est d'ores et déjà gravement compromise.

Mais encore une fois de cela, des conditions de vie des masses laborieuses, les capitalistes n'en ont que faire. Qu'importe à la British Petroleum, à la Shell et à la Fina que les détergents qu'elles produisent soient toxiques, pourvu qu'ils soient employés massivement, et qu'ils leur rapportent des fortunes. La pollution, la bourgeoisie n'y «remédie» que dans la mesure où la lutte antipollution lui rapporte. Les profits exorbitants seuls l'intéressent.

Prisons

La bourgeoisie laisse mourir les détenus

Un détenu est mort à Fresnes des suites d'une grève de la faim. Cela a été confirmé mercredi soir à Paris par l'administration pénitentiaire.

Auguste Grandvillemain, né voici 34 ans à Ménerville en Algérie, incarcéré à la prison de Saint-Michel de Toulouse où il avait commencé il y a quelques semaines une grève de la faim, avait dû être transféré à

Fresnes, en raison de l'état de faiblesse dans lequel il se trouvait.

Il devait comparaître le 31 mars prochain devant la Cour d'assises de la Haute-Garonne pour un vol dans une banque toulousaine, le 12 août 1972. La bourgeoisie ne se sera pas embarrassée de cette formalité pour le laisser mourir à petit feu.

UNE RÉCENTE PUBLICATION
DES ÉDITIONS DU CENTENAIRE DANS LA
COLLECTION «TIERS MONDE EN LUTTE»

UN SEUL COMBATTANT SUPRÊME :
LE PEUPLE

DISCOURS PRONONCÉ LE 17 OCTOBRE 1975 PAR UN
REPRÉSENTANT DU JOURNAL.

«LE TRAVAILLEUR TUNISIEN» (EL AMEL TOUNSI)

LORS D'UN MEETING DE SOLIDARITÉ AVEC LES
VICTIMES DE LA RÉPRESSION DE BOURGUIBA

Passez vos commandes à E - 100
24, rue Philippe de Girard - 75010 Paris

Prix : 3,00 F

15 jours sur la Chine à la SNECMA-Corbeil (91)

Un superbe poster de Lénine avec la légende «Vive la dictature du prolétariat» en position stratégique dans le hall de la SNECMA Corbeil, le fondateur de la République des soviets défie froidement les quelques pontes du PCF qui se sont risqués dans le Comité d'entreprise.

Tout autour une foule d'ouvriers et d'employés contemplent des panneaux consacrés aux réalisations de la Chine socialiste : «Que de visages souriants... Ils ont l'air bien dans leur peau... Je ne sais pas pourquoi, mais je pensais que la Chine était plus austère...» L'étonnement, l'intérêt et surtout une intense curiosité se lisent sur le visage de ces dizaines de travailleurs réunis par l'image et le texte avec leurs frères et leurs sœurs de Chine. Pendant deux semaines, ils viendront fidèlement chaque jour, entre midi et deux heures, selon les équipes. Quelques

minutes seulement, le temps de poser une question à l'invité du jour, d'acheter une brochure à la table de l'Association des amitiés franco-chinoises, ou de regarder le montage-diapos qui défile. A la tribune, Jean Chesneaux, Hélène Marchisio, le père Cardonnel, le Pr Dérouté et des étudiants français ayant vécu en Chine, répondent aux questions : «Sur, il y a des problèmes en Chine...», «Oui elle peut redevenir capitaliste, les Chinois en sont conscients...», «Comparez avec l'Inde, il doit y avoir une raison à cette différence, non ?»

On regarde sa montre, il faut reprendre le collier. Mais à l'atelier, au bureau, une idée trotte dans la tête : «Ce qu'ils ont fait là-bas, nous le pouvons aussi».

Sale temps pour les patrons, sale temps pour les révisionnistes...

Correspondant H.R.

ABONNEZ-VOUS AUX PERIODIQUES CHINOIS

PEKIN INFORMATION
1 an - 52 numéros - 21 F

LA CHINE EN CONSTRUCTION
1 an - 12 numéros - 14 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

M. Prénom
Adresse
Ville Code postal

Règlement par chèques ou mandats à l'ordre de :

EDITIONS DU CENTENAIRE

Distributeur officiel des

Éditions de Pékin

24, rue Philippe-de-Girard 75010 Paris

Tél. : 202-87-05

Spécimens et renseignements sur demande.



PEKIN-INFORMATION No 12
VIENT DE PARAITRE

Au sommaire, notamment :

- Le président Mao rencontre la délégation du Parti et du gouvernement du Laos.
- Université Tsinghoua : le prolongement et l'approfondissement de la Grande Révolution culturelle prolétarienne.
- Nous condamnons énergiquement les actes d'agression du régime réactionnaire de Rhodésie.
- «Programme de paix» ou tactique pour l'hégémonie ? (après le 25e Congrès du PCUS)
- Expansion du social-impérialisme soviétique en Méditerranée.
- Refus des pays latino-américains de porter la crise économique d'un supergrand.
- etc.



culturel

Au centre du débat sur l'enseignement en Chine :

Quelle classe doit exercer sa direction sur l'école ? (2)

COMMENT GERER L'UNIVERSITE ?

Selon le principe formulé par le président Mao : «L'éducation doit être au service de la politique du prolétariat et être combinée avec le travail productif», l'université Tsinghoua pratique l'enseignement «à porte ouverte». C'est-à-dire que les enseignants et étudiants pratiquent l'enseignement dans les usines, à la campagne et dans l'armée en liaison avec la pratique. Récemment, les diplômés des deux promotions ont réalisé au total 564 programmes dans la pratique de fin des études, y compris des programmes spécialisés et d'importantes innovations techniques, dont plus d'un tiers a atteint le niveau avancé du pays ou comblé des lacunes. Pour aider des communes populaires victimes de la sécheresse à localiser l'endroit où, avec peu d'investissements, les paysans pouvaient construire un barrage très efficace, les enseignants et étudiants de la faculté d'hydrologie ont traversé monts et rivières. Ils ont exploré des pentes abruptes en s'y attachant par une corde à la ceinture. Parmi les étudiants ouvriers-paysans-soldats diplômés, beaucoup ont demandé à travailler dans les régions frontalières, à la campagne, là où il y a le plus de difficultés et où le peuple a le plus besoin d'eux. Rien que parmi les 1 800 étudiants diplômés l'année dernière, plus de 300 ont obtenu la permission d'aller travailler dans des régions frontalières. Fou Tsing-tche, un des étudiants de cette faculté, retourne à la campagne après avoir terminé ses études, travaille maintenant

avec les autres membres de la commune pour élaborer le plan de développement de sa brigade de production. Il a déclaré : «La bourgeoisie tente de faire de nous de nouveaux aristocrates pesant sur le peuple travailleur, par mon action j'ai rompu avec les concepts traditionnels des classes exploiteuses.»

L'université Tsinghoua corrompait jadis la jeunesse par l'idéologie bourgeoise et en faisait les nouveaux nobles spirituels de la bourgeoisie qui dédaignent le travail, les ouvriers, les paysans et les autres travailleurs et recherchent le renom et la position sociale. A ce propos, les enseignants et les étudiants ont trouvé de nombreux exemples lors du grand débat. Un vieux professeur, qui est là depuis 35 ans a déclaré : «Ce qu'a formé l'ancienne université Tsinghoua, ce sont des gens qui surveillent et gouvernent les ouvriers et les paysans.»

METHODES D'ENSEIGNEMENT

En ce qui concerne les méthodes d'enseignement, Tsinghoua préconise aujourd'hui l'union de la théorie et de la pratique pour cultiver chez les étudiants l'aptitude à analyser et résoudre les problèmes surgis dans la production. Des élèves de la section de calcul de la faculté d'électronique ont mis au point en 6 mois, en collaboration avec les ouvriers et les techniciens des champs pétrolifères, un nouveau programme d'assemblage qui permet à la calculatrice de fournir des données utiles à la prospection géologique, élevant ainsi le taux de réussite dans le forage.

Dans le passé, sous l'influence de la «primauté accordée à l'éducation intellectuelle», l'université Tsinghoua confinait ses étudiants dans les salles de cours, leur inculquait des connaissances livresques détachées de la pratique et prônait que «les connaissances sont tout».

détenait le pouvoir de l'université était formé principalement de professeurs fabriqués par le système d'enseignement bourgeois.

L'université Tsinghoua est aujourd'hui sous la direction unifiée du comité de parti. Les cadres ouvriers représentent maintenant 40 %



2 jeunes étudiantes travaillent dans les rizières (Photo Hsinhua).

Ainsi, les élèves ne pouvaient résoudre les problèmes surgis dans la production, coupés qu'ils étaient de la pratique de la révolution et de l'édification socialiste du pays.

Tsinghoua était dirigée dans le passé par des professeurs. A propos de l'enseignement, les ouvriers n'avaient pas droit à la parole et la direction du parti y était niée. Le comité des affaires universitaires qui

dans le comité permanent du comité de parti de l'université et il y a des ouvriers et des étudiants ouvriers-paysans-soldats à tous les échelons de la direction de triple union (cadres âgés, d'âge moyen et jeunes).

Note :

A propos de ce sujet, lire le très intéressant article traduit du chinois sur «l'évolution de l'enseignement scolaire en URSS» dans *Vent d'Est* No 1.

Croix gammées en Belgique

C'est cela aussi la mode «rétro»

La Croix gammée fleurit depuis quelque temps en Belgique et semble faire recette. Il aura en effet fallu une semaine pour que des passants indignés parviennent à faire retirer un drapeau frappé de l'emblème nazi qui flottait au vent devant un grand cinéma de la place de Brouckere, en plein cœur de Bruxelles.

La crise du cinéma n'existe pas pour le directeur de cette salle qui fait d'excellentes affaires avec un film sur l'assassinat du «Bourreau de Prague» grâce notamment à ce drapeau — forme de publicité particulièrement étudiée dit-il «en fonction des goûts du public». Un public sans doute très particulier, nostalgique du nazisme et de ses crimes. «Il est encore fécond le ventre de la bête... d'où est sorti cet enfant du capitalisme qu'est le nazisme.

Cet apparent «engouement» pour une certaine époque se manifeste également par l'étalage, dans de nombreuses librairies bruxelloises, d'un grand nombre de livres nullement critiques sur l'histoire du nazisme, et la vente de faux insignes allemands de la dernière guerre au «marché aux puces» où les Belges aiment se rendre en famille le dimanche. Le «musée de l'armée» de la capitale s'est d'ailleurs fait voler sa propre collection d'insignes le mois dernier.

En Flandre un certain nombre d'intellectuels et de parlementaires ont réclamé l'amnistie pour les délits de collaboration avec l'ennemi.

Tant que le capitalisme vivra dans le monde, le danger d'infection par la «peste brune» demeurera.

12 HEURES DE FILMS SUR LA CHINE

Comment Yukong déplaça les montagnes

Dans quatre salles :

— St-Séverin : 12 rue St-Séverin - 5^e (métro St-Michel) — tél : 033 50 91 ;

— Quintette : 8/10 rue de la Harpe - 5^e (métro St-Michel) — tél : 033 35 40 ;

— Git-le-Cœur : 12 rue Git-le-Cœur - 6^e (métro St-Michel) — tél : 326 80 25 ;

— St-André-des-Arts : 30 rue St-André-des-Arts - 6^e (métro St-Michel) — tél : 326 48 18 ;

PRÉCISIONS

L'entretien que nous avons présenté dans nos colonnes, avec Joris Ivens, Marceline Loidan et Jean-Pierre Sergent, ne peut laisser croire que ce dernier a participé à la réalisation du film «Comment Yukong déplaça les montagnes», alors que ce n'est pas le cas. Jean-Pierre Sergent était présent à l'entretien seulement en tant que collaborateur de Ivens et Loidan.



Les Moun-Kika chanteurs de folklore antillais

ILS NOUS PARLENT DE LEUR PEUPLE

Ils n'ont guère d'endroits pour se produire. Aucun de ceux qu'on appelle les bourgeois ne veut entendre ces chants de luttés. Avec une simple guitare, 2 voix et quelques instruments à percussion, les Moun'kika veulent faire parler un peuple, des peuples, ceux des Antilles, exploités, pressurés et réprimés par l'impérialisme français, ses CRS et ses «képis rouges». Les Moun'kika veulent faire connaître ces Antillais aux travailleurs français et leur montrer quel rôle joue la bourgeoisie française dans les pays qu'elle «domine».

Le répertoire des Moun'

kika est fait de chansons et de poèmes. Les chansons dans leurs formes sont déjà une manière de lutter contre cette oppression coloniale en reprenant toute une culture des Antilles que la bourgeoisie française n'a pas réussi à étouffer. Ainsi les paroles sont en créole et les musiques sont inspirées du folklore antillais.

La chanson «Ti Jean» parle de la grève du 27 mai 67 et de la manifestation des ouvriers du bâtiment à Pointe-à-pitre sauvagement réprimée par les CRS qui tuèrent plusieurs grévistes. Un paysan apprend par un voisin qui revient de la ville,

la situation. Il appelle son fils et ils décident tous deux d'aller soutenir leurs camarades en grève.

Un des poèmes de leur composition exprime la volonté du poète de voir son peuple libre, «Laissez chanter mon peuple de sa voix chaude».

Mais les Moun'kika s'attachent également à dénoncer l'oppression idéologique et culturelle qui sévit aux Antilles. Ainsi, une chanson très humoristique met-elle en pièce cette culture bourgeoise qu'on inculque aux jeunes Antillais pour leur faire croire que leurs ancêtres

«étaient les Gaulois», alors qu'ils «étaient africains» !

De même est dénoncée la superstition et la religion qui aveuglent véritablement le peuple.

Les Moun'kika sont encore de jeunes chanteurs qui ont du mal à se faire entendre, mais qui n'ont qu'un but, en chantant, c'est de soutenir et faire connaître les luttes difficiles de leur peuple pour obtenir son indépendance contre l'impérialisme français que nous aussi, travailleurs français devons écraser. Partout où passeront les Moun'kika, allez les entendre et les soutenir dans leur lutte.

L'Humanité Rouge

document

Abrogation du «traité d'amitié» égypto-soviétique

Cuisant échec pour Moscou

Le 27 mai 1971, l'Égypte et l'Union soviétique signaient un «traité d'amitié et de coopération» qui affirmait «l'amitié inébranlable des deux pays et des deux peuples». Ce traité devait être valable pour une période de 15 ans.

Moins de cinq ans après, au cours d'une séance historique du Parlement égyptien, le président Sadate proposait un projet de loi entérinant

Le traité d'amitié égypto-soviétique était le premier du genre liant officiellement un pays du tiers monde à l'URSS ; il intervenait quelques mois avant le traité d'amitié soviéto-indien et un an avant le traité soviéto-irakien. Il établissait une coopération étroite entre les deux pays en de nombreux domaines : politique, économique, social, culturel et militaire et prévoyait, notamment, «le renforcement de la puissance défensive de l'Égypte», «en particulier une aide pour l'entraînement du personnel militaire». L'aide économique soviétique devait permettre par ailleurs «la liquidation des séquelles de l'agression israélienne».

UN MODELE QUI DEVAIT FAIRE RECETTE

Le fait que Podgorny en personne ait été dépêché au Caire pour la signature du traité témoigne de l'importance qu'y attachait alors l'URSS. Le Proche-Orient est une région d'importance stratégique pour la domination de l'Europe que se disputent Russes et Américains. L'Égypte se relevait alors difficilement de la défaite qu'elle avait subie le 6 juin 1967 quand l'aviation israélienne avait cloué au sol les Migs égyptiens. Défait, démembré, le pays traversait une crise grave. Et les nouveaux tsars en profitèrent pour avancer leurs pions sous le couvert de «l'aide» et de «l'amitié». Mais, comme au Chili, comme au Portugal, ce qui les intéressait, ce n'était pas le redressement économique de l'Égypte. Bien au contraire.

En difficulté, l'Égypte était dépendante, donc docile, pensaient-ils. Et ils rêvaient d'en faire un instrument de leur stratégie dans la région. Mais les Soviétiques se sont lourdement trompés dans leur raisonnement d'impérialistes.

Comme tous les peuples, le peuple égyptien est profondément épris d'indépendance et il voyait d'un mauvais œil l'arrivée de ces nouveaux conquérants. Près de 20 000 conseillers militaires soviétiques étaient installés en Égypte et prétendaient tout régenter à leur convenance. Dès le 18 juillet 1972, le président Sadate ordonnait leur expulsion. Ce fut là une première et cuisante défaite pour Moscou.

TRAHISON OUVERTE PENDANT LA GUERRE D'OCTOBRE

Dès lors, ses pressions se firent plus pesantes sur l'Égypte. Mais celle-ci avait besoin d'armes pour son armée au moment où la tension montait avec Israël.

La guerre survenue, en octobre 1973 ne cadrait pas avec les projets des deux superpuissances qui escomptaient tirer bien plus d'avantages d'une situation de «ni guerre ni paix». Elle galvanisa par contre les peuples arabes, mobilisés pour la cause palestinienne et contre l'expansionnisme sioniste. C'est alors que

l'URSS intervint directement. A maintes reprises le président Sadate a révélé les pressions exercées sur lui par les Soviétiques pour le contraindre à signer un cesse-le-feu. L'ambassadeur soviétique alla même jusqu'à prétendre que le président syrien avait déjà accepté la négociation, ce que celui-ci, consulté par téléphone, devait démentir énergiquement. Presque entièrement équipée de matériel soviétique, déjà de mauvaise qualité, en pleine guerre

l'abrogation de ce traité, constatant qu'il avait déjà été, dans les faits, abrogé par la partie soviétique. Deux jours plus tard, les 360 députés du Parlement égyptien, à deux voix près, adoptaient la proposition du président Sadate, et la nouvelle était accueillie avec enthousiasme par l'ensemble du peuple égyptien. Entre temps, que s'est-il donc passé ?

La vérité c'est que les dirigeants sociaux-impérialistes enragés de n'avoir pu faire ployer la nuque au peuple égyptien pour devenir son maître, son «tuteur politique» et faire des dirigeants du pays ses fantoches

«Ce faisant, a déclaré le président Sadate, l'URSS veut exercer sur nous une pression militaire et économique afin de nous forcer à nous agenouiller. Mais je ne m'agenouille que devant Dieu».



Le peuple égyptien ne se laissera pas intimider.

ou chaque jour compte pour la victoire, l'armée égyptienne se vit brusquement paralysée par l'absence de pièces détachées et de munitions.

On se souvient que le président Boumediène dut se rendre personnellement à Moscou pour acheter des armes pour les pays frères dont l'URSS exigeait le paiement comptant et en devises étrangères. Cette situation fut certainement l'une des causes essentielles du recul égyptien.

Depuis l'URSS a multiplié ses pressions. Elle refuse toujours, contrairement aux engagements pris de renouveler le matériel militaire détruit pendant la guerre d'octobre, et même de fournir les pièces détachées et l'entretien des moteurs des «Migs» égyptiens, pourtant payés par l'Égypte. Alors que le pays traverse une crise économique grave due aux difficultés de la guerre, les Soviétiques ont systématiquement refusé tout report du paiement des dettes égyptiennes. Les dettes civiles de l'Égypte s'élevaient actuellement à 6 milliards de dollars. Ses dettes militaires envers Moscou sont d'un montant légèrement supérieur. Comment le pays peut-il faire face à cette situation si ses créanciers le prennent à la gorge ? Et que pèsent les paroles d'«amitié», hypocritement réaffirmées par Brejnev à la tribune du 25ème congrès du PCUS, devant de tels actes ?

L'Égypte est un pays indépendant et possède de glorieuses traditions de luttes anti-impérialistes contre le colonialisme britannique, français, américain. Son peuple est bien placé pour juger du prix qu'il faut payer pour l'«aide» de cet «allié naturel des Arabes».

ÉGYPTE, ANGOLA, DEUX ATTITUDES, UNE MEME POLITIQUE IMPERIALISTE

Et il pouvait constater qu'au moment même où l'URSS lui refusait toute aide matérielle, les roubles, les blindés, les munitions soviétiques pleuvaient en Angola pour alimenter la guerre fratricide attisée par le social-impérialisme. Une énorme assistance militaire et économique des Russes, la présence de plus d'un millier de leurs conseillers militaires et de 12 000 mercenaires cubains dépêchés par eux, permettaient à l'un des mouvements de libération de remporter sur les deux autres une victoire qui n'en est pas une pour le peuple angolais. Pendant ce temps, les dirigeants soviétiques protestent bien haut de leur «désintéressement» et de leurs «sentiments internationalistes prolétariens» en Angola. Mais s'il en était ainsi pourquoi

leurs armes circulent-elles massivement dans certaines directions et pas dans d'autres ? Auraient-ils des «sentiments internationalistes prolétariens» pour le peuple angolais et pas pour le peuple égyptien ? Non ! La vérité est que le social-impérialisme russe cherche partout ses seuls et uniques intérêts de superpuissance qui entend dominer le monde. Et pour cela il ne recule devant aucun moyen : les pressions, les menaces, la corruption, et même la subversion. En Égypte même, n'est-il pas allé jusqu'à fomenter de prétendus mouvements de grève au nouvel an 1975, peu après que le président Sadate ait à nouveau opposé une ferme fin de non recevoir à ses prétentions ?

Un an avant la rupture du traité, un quotidien du Caire, «l'Égyptian Mail» dans un éditorial intitulé «Que veut Moscou ?» démontrait la clairvoyance politique du peuple égyptien.

«L'attitude adoptée aujourd'hui par l'URSS à l'égard de l'Égypte est-elle due seulement à la colère suscitée par le fait que le Caire a demandé le retrait des experts militaires soviétiques ?», écrivait-il, ou bien faut-il l'attribuer à quelque chose de plus profond, voire plus sinistre que l'arrogance d'une «prima donna» ? Le soutien soviétique aux empiètements d'Israël dans la région est-il dû simplement à «l'erreur» d'une «force de la liberté» qui a peu d'expérience au Moyen-Orient, ou bien est-ce le résultat de la politique délibérée de l'Union soviétique qui agit en tant qu'État national, en tant qu'État impérialiste qui cherche à étendre son influence au-delà de ses frontières ? Et le journal conclut : «L'Égypte lutte-t-elle pour son indépendance seulement contre Israël et les pays occidentaux qui le soutiennent ? Ou la liberté de l'Égypte est-elle menacée par d'autres ? L'attitude de Moscou est-elle réellement conforme à la politique qu'elle affirme depuis longtemps et bruyamment être la sienne, à savoir aider le mouvement pour la liberté dans le monde entier ? Que veut donc réellement Moscou ?»

La réponse à ces questions c'est le social-impérialisme lui-même qui l'a donnée au peuple égyptien. Et en acclamant la rupture du chiffon de papier signé par l'URSS, le peuple égyptien en a pris acte ; depuis, l'URSS en ressent un cruel dépit et accuse les dirigeants égyptiens de s'être rangés sous la houlette américaine. Mais le président Sadate l'a dit très clairement : l'expérience des relations impérialistes vécues avec Moscou enseigne que l'Égypte pour demeurer indépendante, doit diversifier ses ressources d'armements, et compter sur ses propres forces. C'est pourquoi l'Égypte travaille en ce moment à resserrer ses liens avec les pays frères, arabes, construit avec eux une politique d'industrie d'armement autonome.

En faisant la preuve que, les mots soviétiques «d'amitié» et de «coopération» doivent être traduits par «domination» et «expansion», en arrachant à l'URSS son masque «d'allié naturel des pays arabes», le peuple égyptien permet à tous les peuples de voir le vrai visage de cet «ami naturel du tiers monde» et d'augmenter leur vigilance à son égard.